
Le manuel franco-allemand d'histoire :
L'aboutissement d'un long travail de coopération
entre historiens français et allemands

CORINE DEFRANCE et
ULRICH PFEIL

Décembre 2006

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)
© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2006

IFRI
27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

EUR-IFRI
22-28, AVENUE D'AUDERGHEM
B – 1040 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Introduction

À l'été 2006 parut, en France et en Allemagne, un produit fondamentalement nouveau : le manuel franco-allemand d'histoire destiné aux classes de Terminale et aux 13. Klassen, intitulé *Histoire/Geschichte. L'Europe et le monde depuis 1945*. Depuis trois ans, la communauté éducative, la classe politique, le milieu du « franco-allemand » et toute la presse l'attendaient. Ce premier manuel scolaire binational¹ allait-il répondre à toutes les espérances ? L'enjeu est à la fois pédagogique et éducatif, politique et économique. La parution même de ce manuel, dans ses deux versions française et allemande identiques, témoigne du fait que le défi politique franco-allemand a été relevé. Les nombreux comptes rendus publiés reflètent ses points forts, mais aussi ses faiblesses. Il est trop tôt pour juger de la dimension économique de l'entreprise : 60 000 exemplaires de l'ouvrage (30 000 en France et 30 000 en Allemagne) se seraient déjà vendus à l'automne 2006², mais il reste à savoir quelle est la part des ventes aux particuliers et celle des achats par les établissements d'enseignement secondaire. La réussite du manuel dépend surtout de l'usage qui en sera fait par ceux auxquels il est en premier lieu destiné. Dans les prochaines analyses, il faudra distinguer le choix des sections bilingues ou européennes, des classes Abibac³ et des lycées franco-allemands, pour lesquels une certaine prédisposition à recourir à cet ouvrage paraît exister, de celui des sections générales qui sera le meilleur indicateur du degré de réussite de ce projet de manuel franco-allemand. Du succès ou non de ce premier ouvrage dépend sans doute l'avenir du projet, car celui-ci ne s'est pas achevé avec la publication de ce livre pour les Terminale/13. Klasse : deux autres, destinés aux classes de Première/12. Klasse puis de Seconde/11. Klasse sont d'ores et déjà en préparation⁴.

Laissant à d'autres, ultérieurement, la tâche d'évaluer le bilan économique du projet et son impact pédagogique sur l'enseignement de l'histoire en France et en Allemagne, nous nous proposons ici de retracer

Corine Defrance est chercheur au CNRS et à l'Unité mixte de recherche (UMR) 8138 "Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe" (IRICE) à l'Université Paris I - Panthéon Sorbonne. Ulrich Pfeil est professeur d'études germaniques à l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne et chercheur associé à l'Institut historique allemand de Paris.

¹ Cf. C. Defrance et M. von Wysocki, « Versuch einer Renaissance. Eine Premiere mit Problemen: Das erste deutsch-französische Geschichtsbuch soll die bilateralen Beziehungen beleben », *Handelsblatt*, 23 août 2006.

² Cf. Ch. Ducros, « Succès pour le récent manuel d'histoire franco-allemand », *Le Figaro*, 28-29 octobre 2006.

³ Dans le cadre d'un dispositif mis en place par les ministères français et allemand de l'Éducation, les élèves des classes Abibac, tout en suivant une scolarité classique, préparent, au fil de leurs trois années de lycée, conjointement le baccalauréat français et l'*Abitur* allemand (d'où le nom, composé de la première syllabe de chaque diplôme) (NDLR).

⁴ Le manuel de Première traitera de la période allant du congrès de Vienne à la fin de la Seconde Guerre mondiale et celui de Seconde, de la démocratie athénienne à la fin de l'Empire napoléonien.

l'origine de ce projet et les modalités de sa réalisation, afin de souligner ensuite à quel point le manuel est l'aboutissement d'un très long dialogue transnational entre historiens des deux pays, entrepris douloureusement dès l'entre-deux-guerres et poursuivi au lendemain de la « catastrophe allemande ». Enfin, la troisième partie sera consacrée à l'analyse de l'ouvrage, tant au contenu pédagogique qu'il propose qu'à ce que sa conception reflète de la coopération franco-allemande.

Le projet d'un manuel commun d'histoire : une initiative franco-allemande symbolique

L'idée de concevoir un manuel commun d'histoire pour les élèves des lycées français éclôt lors de la commémoration du 40^e anniversaire du traité de l'Élysée⁵. Le moment était propice au lancement de nouvelles entreprises. Pourtant, soulignons que l'initiative n'émane pas des politiques, mais de la société civile : ce sont de jeunes lycéens français et allemands qui, réunis en parlement des jeunes, ont formulé le projet d'un manuel commun d'histoire le 23 janvier 2003⁶. Cette suggestion a été accueillie avec enthousiasme par le président Jacques Chirac et le chancelier Gerhard Schröder, conscients de sa considérable valeur politique et symbolique : la discipline qui, par le passé, avait été la plus instrumentalisée pour légitimer des politiques nationales – l'histoire⁷ – allait devenir l'ultime signe de la « réconciliation ».

Le chemin était cependant difficile et plusieurs obstacles devaient être préalablement surmontés. Il fallait d'abord harmoniser les programmes avant de pouvoir préparer concrètement un manuel commun : il s'agissait d'abord de convaincre les 16 länder de la République fédérale d'Allemagne (RFA), compétents en matière éducative et culturelle, de se consulter pour refondre leurs programmes pour l'enseignement de l'histoire ; puis parvenir à une convergence des programmes entre la France centralisée et l'Allemagne fédérale. Le secrétariat de la conférence permanente des ministres de l'Éducation des länder (*Kultusministerkonferenz*, KMK) exprima d'abord ses doutes sur la faisabilité du projet. La divergence des structures entre les deux pays lui paraissait quasi insurmontable, mais l'engagement du ministre-président de la Sarre, le chrétien-démocrate Peter Müller, alors plénipotentiaire de la République fédérale pour les relations culturelles avec la France, convainquit la conférence que l'aventure méritait d'être tentée⁸. En juin 2003, les chefs de gouvernement

⁵ Cf. C. Defrance et U. Pfeil (dir.), *Le Traité de l'Élysée et les relations franco-allemandes 1945-1963-2003*, Paris, CNRS Éditions, 2005.

⁶ « Déclaration finale sur l'avenir des relations franco-allemandes », *Documents*, vol. 58 (2003), n° 2, p. 64.

⁷ Cf. M. Jeismann, *La Patrie de l'ennemi*, Paris, CNRS Éditions, 1997 ; H. Möller et J. Morizet (dir.), *Franzosen und Deutsche. Orte der gemeinsamen Geschichte*, Munich, C.H. Beck, 1996 (traduction française : *Allemagne-France. Lieux et mémoire d'une histoire commune*, Paris, Albin Michel, 1995) ; J. Bauvois-Cauchepin, *Enseignement de l'histoire et mythologie nationale. Allemagne-France, du début du XXe siècle aux années 1950*, Berne, Peter Lang, 2002.

⁸ Cf. Fl. Claret, *Die Geschichtsschulbücher in den deutsch-französischen Beziehungen : auf dem Weg zu einem gemeinsamen Geschichtsbuch für beide Länder*, Blieskastel, Gollenstein, 2006 ; « Le manuel franco-allemand d'histoire, de l'utopie à la réalité », *Lendemaïns*, n° 122/123 (2006), p. 235-240 ; « Von der Utopie zur Realität. Wie das deutsch-französische Geschichtsbuch geboren wurde », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 57-61.

des länder allemands, le chancelier Gerhard Schröder et le Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin approuvèrent la mise en place d'un comité de pilotage, dont la principale mission consistait à établir le cahier des charges du futur manuel. La dimension régionale du projet fut encore soulignée par la déclaration finale du sommet de Poitiers, le 23 octobre 2003, par laquelle régions et länder s'engagèrent à soutenir le projet⁹.

À partir de 2004, l'initiative fut orchestrée par le Conseil des ministres franco-allemand. Un échéancier fut fixé. C'est alors qu'il fallut surmonter une deuxième difficulté, relative à la fonction de l'ouvrage : devait-il être, comme le défendait essentiellement la partie française, un manuel de référence pour les enseignants, ou bien fallait-il concevoir un livre à destination des élèves comme le souhaitait la partie allemande ? La question fut tranchée en mai 2004 en faveur de la thèse allemande, plus ambitieuse, impliquant de surmonter les différences pédagogiques entre les systèmes français et allemand.

À l'été 2003, le comité de pilotage fut mis en place. Il comprenait des historiens français et allemands et des représentants des ministères compétents¹⁰. L'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) n'a pas été représentée au sein de ce comité. Au moment de choisir leurs manuels, les professeurs du secondaire se souviendront-ils qu'ils ont été ainsi écartés du projet ? Le cahier des charges, établi le 26 octobre 2004, précise l'objectif du manuel qui veut en même temps être une première étape vers un manuel européen¹¹ : « contribuer à créer les bases d'une conscience historique commune chez les jeunes Allemands et Français dans le processus d'unification européenne¹² ». Il s'agissait donc de rompre avec les approches nationales et de contribuer à ouvrir la voie à une histoire croisée, transnationale et citoyenne, nécessaire à l'établissement de cette conscience commune européenne¹³. Le chapitre 2, consacré aux « mémoires de la Seconde Guerre mondiale », est emblématique de cette volonté.

Une fois le cahier des charges défini, un appel d'offres fut lancé auprès des éditeurs français et allemands, invités à répondre en « tandems binationaux ». En mars 2005, Fernand Nathan et Ernst Klett furent retenus pour assumer la publication du manuel. Le tandem d'éditeurs et les directeurs de rédaction, Peter Geiss et Guillaume Le Quintrec, composèrent librement leurs équipes, recourant selon l'usage à des enseignants du secondaire. Une équipe totale de dix personnes (cinq Français et cinq Allemands) fut constituée, qui élaborait la maquette du manuel et se répartit le travail dans le respect du cahier des charges. Côté français, le manuel fut présenté officiellement à Péronne en mai 2006 alors que l'ultime toilettage n'avait pas encore eu le temps d'être réalisé, pour

⁹ H. de Bresson, « À Poitiers, régions françaises et Länder allemands s'engagent à mieux coopérer. Un livre d'histoire commun est en projet », *Le Monde*, 29 octobre 2003.

¹⁰ Ce comité se composait pour la partie allemande, sous la coordination de Stefan Krawielicki, Michael Ott et Christine Klos, de Wilfried Burger, Stefan Krimm, Ursula Lange, Horst Möller, Rainer Riemenschneider, Andrea Schwermer, Rudolf von Thadden, Rolf Wittenbrock ; pour la partie française, sous la coordination de Jean-Louis Nembrini, de Yves Beauvois, Gérard Chaix, Jean-Pierre Dubois, Étienne François, Pierre Monnet, Yves Poncelet, Marcel Spisser, Michel Tarpinian.

¹¹ Cf. E. François, « Europäische *lieux de mémoire* », in G. Budde, S. Conrad et O. Janz (dir.), *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 290-303, ici p. 301.

¹² Pour le cahier des charges,

voir <www.nathan.fr/manuel francoallemand/cahier_des_charges.pdf>.

¹³ Cf. R. Marcowitz et U. Pfeil, « Europäische Geschichte à la franco-allemande ? Das Geschichtsbuch in der Analyse – eine Einleitung », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 53-56.

permettre aux enseignants du secondaire de se forger une opinion (une édition corrigée parut en août), mais l'impact d'une version entachée d'erreurs ne fut pas toujours positif. Côté allemand, la présentation officielle fut repoussée au mois de juillet (à Sarrebruck), afin de corriger au préalable la version à éditer. Il est probable que la date de présentation tardive du manuel en Allemagne ait rendu plus difficile le choix de ce manuel pour la rentrée par les enseignants allemands.

L'ouvrage, dont l'écho dans les médias a été tout à fait considérable, symbolise l'acmé de la coopération franco-allemande. Rares cependant ont été les commentateurs à rappeler que cette initiative avait une longue préhistoire. En effet, le premier projet d'un manuel franco-allemand d'histoire fut lancé au tournant des années 1920 et 1930. Dans le contexte de l'époque, il était condamné à l'échec, mais les discussions qu'il suscita permirent de nouer le dialogue entre historiens français et allemands : un dialogue difficile, entrecoupé de ruptures, qui devait aboutir sur une coopération approfondie après la Seconde Guerre mondiale.

Une longue tradition de dialogue entre historiens français et allemands

En 1930-1931, alors qu'un vent de nationalisme soufflait sur l'Europe, mettant un terme à la brève « embellie locarnienne » dans les relations franco-allemandes, et que la crise économique et financière minait les régimes en place, Fritz Kern, médiéviste à l'université de Bonn, voulut réagir à la menace qu'il sentait peser sur l'Europe. Il entra en relation avec l'intellectuel catholique français Jean de Pange¹⁴ pour mettre sur pied une coopération bilatérale dans les sciences historiques afin de renforcer l'entente européenne. Fritz Kern et Jean de Pange conçurent alors le projet d'un manuel commun des relations franco-allemandes (*Handbuch der deutsch-französischen Beziehungen*). En juillet 1932, ils présentèrent leur projet à la conférence internationale pour l'enseignement de l'histoire, à La Haye. Ils concevaient un manuel en trois tomes : 1. De l'époque franque à la Révolution française ; 2. De la Révolution française à la Première Guerre mondiale ; 3. La Première Guerre mondiale et ses conséquences. Les deux historiens entendaient consacrer une part importante de l'ouvrage aux questions linguistiques, scientifiques et littéraires, afin de mettre en évidence les influences culturelles bilatérales réciproques en particulier aux XVIII^e et XIX^e siècles. Ils voulaient ainsi relativiser l'importance de l'antagonisme politique et, en soulignant la richesse et la diversité des échanges, contribuer à déconstruire l'image de l'« ennemi héréditaire » en vue de la préservation de la paix. C'est pourquoi Fritz Kern qualifia son projet de « plan Kellog de la science ». Chaque chapitre devait être préparé en commun par deux collègues français et allemand et les divergences d'interprétation clairement énoncées¹⁵. À La Haye, le projet fut accueilli favorablement par la communauté historienne. La nouvelle dégradation du climat politique, suite à l'accession de Hitler à la chancellerie le 30 janvier 1933, conduisit pourtant à l'échec de l'entreprise. Le premier projet d'un manuel commun d'histoire, né de la menace d'un conflit imminent, fut donc emporté par les tensions qu'il entendait prévenir.

Cependant, le contact entre historiens des deux pays avait réussi à s'établir et, en 1935, deux délégations d'historiens français et allemands se rencontrèrent à Paris pour élaborer conjointement des « recommandations » pour l'enseignement de l'histoire, du XVII^e au XX^e siècle. Elles formulèrent 39 thèses et un communiqué final. Toutes les difficultés n'avaient évidemment pu être aplanies et des divergences

¹⁴ Cf. Fr. Roth, « Jean de Pange, la Lorraine et l'Autriche », in Jean-Paul Bled *et al.* (dir.), *Les Habsbourg et la Lorraine*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1988, p. 243-253 ; E. du Réau, « Jean de Pange : un intellectuel catholique devant l'idée de rapprochement franco-allemand », in H.-M. Bock, R. Meyer-Kalkus et M. Trebitsch (dir.), *Entre Locarno et Vichy. Les Relations franco-allemandes dans les années 1930* (vol. 1), Paris, CNRS Éditions, 1993, p. 241-252.

¹⁵ Cf. I. Voss, « Deutsche und französische Geschichtswissenschaft in den dreißiger Jahren », in H.-M. Bock *et al.*, *op. cit.* [14], p. 417-438.

d'interprétation subsistaient sur les points névralgiques, comme le traité de Versailles et la question de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la Première Guerre mondiale. Identifier les principaux problèmes et faire en sorte que les interprétations contradictoires fussent mentionnées dans les manuels scolaires de chacun des deux pays avait alors constitué un grand pas en avant pour la coopération scientifique, mais la date à laquelle ces recommandations furent signées indique qu'elles étaient vouées à l'échec¹⁶.

Elles devaient pourtant servir de base à de nouvelles discussions entre historiens des deux pays après la Seconde Guerre mondiale. C'est à l'initiative de Raymond Schmittlein, directeur de l'Éducation publique du gouvernement militaire français en Allemagne¹⁷, que le dialogue fut renoué entre historiens français et plus généralement ouest-européens et historiens allemands défendant l'idée de l'*Abendland*, c'est-à-dire d'une Europe héritière de l'Occident chrétien¹⁸. Des rencontres internationales d'historiens furent organisées à Spire en 1948 et 1949¹⁹, qui eurent pour objectif de ramener les historiens (ouest-) allemands dans le giron de la communauté internationale. Au sein du groupe de Spire, figuraient la plupart des historiens qui allaient œuvrer à la fondation du futur Institut historique allemand de Paris : Paul Egon Hübinger, Eugen Ewig et Gerd Tellenbach²⁰. C'est également à Spire que le gouvernement militaire français en Allemagne, en coopération avec des historiens allemands, décida de fonder l'Institut d'histoire européenne à Mayence pour renforcer le groupe des historiens européens face au Verband der Historiker Deutschlands, alors dirigé par Gerhard Ritter²¹ et jugé trop nationaliste²². La volonté politique de surmonter l'antagonisme qui avait obéré le passé fut plus importante encore que l'intérêt scientifique du travail entrepris.

À Spire, se dégagait encore la volonté de poursuivre la discussion sur les manuels scolaires²³. Le président de l'Association des professeurs français d'histoire et de géographie, Édouard Bruley, et Georg Eckert, futur directeur de l'Institut international des manuels scolaires, créé en 1951 à

¹⁶ Cf. R. Riemenschneider, « Verständigung und Verstehen. Ein halbes Jahrhundert Deutsch-französische Schulbuchgespräche », *Dokumente*, n° 5 (1990), p. 400-407 ; « Transnationale Konfliktbearbeitung. Die deutsch-französischen und die deutsch-polnischen Schulbuchgespräche im Vergleich, 1935–1997 », *Internationale Schulbuchforschung*, n° 20 (1998), p. 71-79.

¹⁷ Cf. C. Defrance, « Raymond Schmittlein (1904–1974). Leben und Werk eines französischen Gründungsvaters der Universität », in M. Kissener et H. Mathy (dir.), *Ut omnes unum sint (Teil 1). Gründungspersönlichkeiten der Johannes Gutenberg-Universität*, Stuttgart, Steiner, 2005, p. 11-30.

¹⁸ Sur la place de l'*Abendland* dans la société ouest-allemande pendant les années 1950, cf. A. Schildt, *Zwischen Abendland und Amerika. Studien zur westdeutschen Ideenlandschaft der 50er Jahre*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1999 ; V. Conze, *Das Europa und die Deutschen. Ideen von Europa in Deutschland zwischen Reichstradition und Westorientierung (1920-1970)*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2005.

¹⁹ Cf. C. Defrance, *La Politique culturelle de la France sur la rive gauche du Rhin, 1945-1955*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1994, p. 247-253.

²⁰ Cf. U. Pfeil, « Das Deutsche Historische Institut in Paris. Eine Neugründung "sur base universitaire" », in U. Pfeil (dir.), *Deutsch-französische Kultur- und Wissenschaftsbeziehungen im 20. Jahrhundert. Ein institutionengeschichtlicher Ansatz*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 2007, p. 281–308

²¹ Cf. Ch. Cornelißen, *Gerhard Ritter, Geschichtswissenschaft und Politik im 20. Jahrhundert*, Düsseldorf, Droste Verlag, 2001, p. 470 sq.

²² Cf. W. Schulze et C. Defrance, *Die Gründung des Instituts für Europäische Geschichte Mainz*, Mayence, 1992 ; *Institut für Europäische Geschichte Mainz 1950-2000. Eine Dokumentation*, Mayence, 2000.

²³ R. Bendick, « Irrwege und Wege aus der Feindschaft. Deutsch-französische Schulbuchgespräche im 20. Jahrhundert », in K. Hochstuhl (dir.), *Deutsche und Franzosen im zusammenwachsenden Europa 1945-2000*, Stuttgart, Verlag Kohlhammer, p. 73-103.

Brunswick, décidèrent de reprendre les entretiens franco-allemands interrompus en 1935. Deux rencontres permirent de formuler de nouvelles « recommandations franco-allemandes » en 1951²⁴. Comme le souligna ultérieurement Édouard Bruley, les professeurs d'histoire français et allemands étaient des précurseurs du rapprochement : ils n'avaient pas attendu l'accord culturel de 1954 et encore moins la conclusion du traité de l'Élysée pour « rechercher en commun la vérité historique et s'efforcer de bannir toute appréciation passionnée²⁵ ».

De telles rencontres sont considérées comme le moyen adéquat pour atténuer les conflits²⁶. Une approche réconciliatrice d'un passé difficile exige un retournement dans la manière d'appréhender celui qui avait été considéré comme l'ennemi²⁷. Il s'agit de désamorcer le potentiel d'agressivité entre deux sociétés pour parvenir à la tolérance et à la volonté de compromis. Les spécialistes estiment que l'on ne peut faire abstraction des traumatismes historiques et que la confrontation au passé est inévitable : « La pacification mentale commence quand le sentiment d'empathie et de parenté profonde entre les hommes prend le pas sur l'image de l'ennemi²⁸. » Les participants à ces rencontres après 1945 comprirent que l'étranger n'était pas une donnée établie, mais une forme mouvante de relation à l'autre : « Mus par le désir de trouver la voie d'une interprétation consensuelle du passé », ces entretiens devaient « mener non à une interprétation unique, mais à des versions compatibles d'une histoire commune²⁹. »

Jusqu'en 1967, les historiens et professeurs français et allemands du secondaire continuèrent à se rencontrer régulièrement dans le cadre de colloques sur des questions historiques spécifiques³⁰. Après la réforme des programmes dans les deux pays durant les années 1970, une relance des rencontres bilatérales s'imposa. Les géographes furent désormais invités, en raison de la particularité française, où les deux disciplines sont enseignées de manière combinée. Tandis que précédemment on avait surtout discuté des relations franco-allemandes, les nouvelles recommandations insistaient désormais sur l'aspect comparatif. Enfin, ces rencontres avaient aussi pour objectif d'identifier les divergences. Cela devait conduire à une pratique de l'enseignement, qualifiée d'approche « multiperspective ».

Par-delà la diversité des conjonctures, des continuités se font jour entre le manuel actuel et les tentatives antérieures. Par rapport au projet de

²⁴ Cf. Résolution. Texte remis à Roland Gosselin par Fritz Kern, 26 août 1948 ; papiers privés Pierre Riché (Paris).

²⁵ « Les rencontres de professeurs français et allemands », *Le Monde*, 9 novembre 1954.

²⁶ Cf. N. Ropers, « Prävention und Friedenskonsolidierung als Aufgabe für gesellschaftliche Akteure », in D. Senghaas (dir.), *Francfort-sur-le-Main, Frieden machen*, 2000, p. 219-242, ici p. 231.

²⁷ Cf. M. Geyer, « Das Stigma der Gewalt und das Problem der nationalen Identität in Deutschland », in Ch. Jansen et al. (dir.), *Von der Aufgabe der Freiheit. Politische Verantwortung und bürgerliche Gesellschaft im 19. und 20. Jahrhundert*, Festschrift für Hans Mommsen zum 5. November 1995, Berlin, Akademie-Verlag, 1995, p. 673-698.

²⁸ G. Müller-Fahrenholz, « Heilt die Zeit alle Wunden? Vergebung in der Politik – Eine Friedensaufgabe », in D. Senghaas (dir.), *Frieden machen*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 2000, p. 189-205, ici p. 198.

²⁹ Cf. Ch. Conrad et S. Conrad, « Wie vergleicht man Historiographien », in Ch. Conrad et S. Conrad (dir.), *Die Nation schreiben: Geschichtswissenschaft im internationalen Vergleich*, Göttingen, Verlag Vandenhoeck & Ruprecht, 2002, p. 11-45, ici p. 15.

³⁰ Cf. R. Riemenschneider, « An der Schwelle zur Wiederaufnahme der deutsch-französischen Schulbuchkonferenzen », *Internationale Schulbuchforschung*, vol. 3 (1981), n° 1, p. 72-82 ; J.-M. d'Hoop, « Un aspect des relations intellectuelles franco-allemandes contemporaines : la coopération dans la recherche et l'enseignement de l'histoire », *Historiens et Géographes*, vol. 70 (1980), n° 280, p. 107-123.

manuel de 1931-1932, relevons l'idée de rédiger chaque chapitre en tandem binational pour croiser les regards, de faire coéditer l'ouvrage par deux éditeurs partenaires et le fait que l'initiative en revient à la société civile, et non aux instances gouvernementales. Bien évidemment, on repère également d'indéniables différences : il s'agit désormais d'un manuel franco-allemand d'histoire de l'Europe et du monde et non plus d'un manuel commun d'histoire franco-allemande, d'un manuel scolaire à destination des élèves du secondaire et non pas d'un ouvrage de référence pour spécialistes.

L'analyse du manuel

Le manuel fournit l'occasion de pratiquer une nouvelle forme de coopération franco-allemande : écrire et enseigner en commun l'histoire. Chaque chapitre a été conçu par un binôme franco-allemand, composé par un auteur principal et un conseiller et l'équipe éditoriale, a souligné la coopération remarquable entre les cinq Français et les cinq Allemands, les questions qui auraient pu être sensibles en raison des débats actuels dans l'opinion publique (comme la décolonisation française ou la question des souffrances vécues par le peuple allemand) s'avérant faire l'objet d'une convergence de vue au sein du groupe. Il n'est guère étonnant que les sujets les plus délicats aient été, d'une part, la relation avec les États-Unis – vus essentiellement par la partie allemande comme les protecteurs de la jeune République fédérale et par la partie française comme une hyperpuissance certes amie, mais toujours suspectée d'impérialisme – et, d'autre part, le communisme et surtout l'image des démocraties populaires – analysés de manière beaucoup plus négative par les Allemands que par les Français en fonction d'une expérience nationale très divergente. Dans ces cas-là, un encart « Regards croisés franco-allemands » présente les points de vue divergents³¹. C'est en cela qu'il respecte la « multiperspectivité » et c'est là que réside la valeur ajoutée méthodologique de cet ouvrage. Ce travail commun a conduit aussi à une pondération des thèmes quelque peu différente de celle des manuels traditionnels : ainsi le manuel franco-allemand accorde-t-il une plus grande part à la décolonisation par rapport aux manuels allemands et à la division et à la réunification de l'Allemagne par rapport aux manuels français.

Au-delà de l'aspect interprétatif qui n'a donc guère prêté à controverse, la structure et la composition du manuel sont également instructives de la coopération pédagogique franco-allemande. Conformément au cahier des charges, le manuel se structure autour de cinq parties et de 17 chapitres. La première partie traite « L'immédiat après-guerre (1945-1949) et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale », suivi de « L'Europe dans un monde bipolaire (1949-1989) » avant de terminer le survol dans la troisième partie « L'Europe dans un monde globalisé de 1989 à nos jours ». La quatrième partie est consacrée aux « Transformations techniques, économiques, sociales et culturelles depuis 1945 » privilégiant une approche globalisée avant de se tourner vers les « Allemands et Français depuis 1945 », traitant dans le dernier chapitre le « partenariat franco-allemand ». Les textes des auteurs occupent un quart environ du volume, tandis que les trois autres quarts sont réservés aux documents : cartes, témoignages et sources diverses, ce qui révèle une « influence française ». Ce choix résulte de la volonté de faire converger des outils didactiques traditionnellement différents : en

³¹ Voir notamment p. 127 du manuel au sujet du communisme et de la relation aux États-Unis et p. 231 au sujet de la mondialisation.

effet, la part du texte dans les manuels allemands est généralement beaucoup plus importante que dans les manuels français. De même, la présentation « à la française » du texte à gauche et des documents à droite sur une double page a été retenue ; toutefois les documents ne doivent pas seulement être une illustration du texte, mais, comme c'est l'usage dans le système allemand, permettre aux élèves de se forger eux-mêmes une opinion, ce qu'encouragent encore bon nombre d'exercices proposés. Il s'agit de faire la synthèse du « modèle » français, davantage fondé sur la démonstration argumentée de l'enseignant (approche dite « cartésienne », où l'élève est plus passif), et du « modèle » allemand moins autoritaire, où l'enseignant est soucieux d'éveiller la capacité de jugement de l'élève, même si l'argumentation de ce dernier n'est pas toujours scientifiquement et objectivement étayée³².

À la parution du manuel, les premières réactions ont été unanimes pour louer l'initiative qui dépassait pour la première fois le cadre national dans l'enseignement de l'histoire. Cependant, la difficulté de l'exercice réside dans le détail, ce qui a conduit Alfred Grosser à déconseiller l'utilisation du manuel tant que les nombreuses erreurs ne seront pas corrigées³³. En une autre occasion, il a exprimé sa déception : « La présentation est belle, mais il ne faut pas trop approfondir la lecture. Si l'on est accoutumé à travailler sur le sujet, on ne peut pas ne pas être déçu³⁴. » S'agit-il du conflit traditionnel entre enseignants et scientifiques ? Tandis que ces derniers insistent sur la différenciation et sur la précision, les premiers soulignent plutôt la transmission et la réduction didactique. En partie peut-être, mais dans une perspective plus générale, on constate un décalage important entre les résultats de la recherche des dernières années et la présentation dans le manuel qui, dans un certain nombre de cas, prolonge la vie de vieux « mythes ». Ainsi, Axel Schildt évoque l'exemple des *Trümmerfrauen* (« femmes des décombres »), symbole de la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre, et des défis que les femmes devaient relever face à l'absence des hommes, mais les gravas ont été déblayés, pour l'essentiel, par des engins de chantier³⁵. Wolfgang Krieger est encore plus sévère dans son analyse de la quatrième partie : « Tout au plus reflète-t-il les débats publics, caractérisés par des formules creuses, des préjugés saugrenus et une triste méconnaissance des choses. Le rôle d'un livre d'histoire serait pourtant de présenter les grandes évolutions et d'en expliquer les ressorts³⁶. » Le chapitre 17 nous surprend aussi à plusieurs égards. Certes, « Le partenariat franco-allemand : un succès exemplaire » représente la valeur ajoutée thématique du manuel franco-allemand et la problématique est bien posée – comment expliquer la célérité du rapprochement bilatéral ? Quelle est la place des relations franco-allemandes par rapport à la situation internationale ? –, mais la

³² Cf. P. Geiss, « Multiperspektivität und Komplementarität. Das deutsch-französische Geschichtsbuch als Herausforderung für Autoren und Herausgeber », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 97-102, ici p. 100 ; D. Tiemann, « Werk und wirkende Kraft. Das gemeinsame Geschichtsbuch aus fachdidaktischer Sicht », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 92-96, ici p. 92.

³³ Vier Fragen an Alfred Grosser : « Verniedlichung von Verbrechen », *Handelsblatt*, 23 août 2006.

³⁴ A. Grosser, « Le plus grave est le silence sur tout ce qui pourrait encourager les lycéens à mener une vie engagée. Le manuel franco-allemand, une déception », *La Croix*, 26 juillet 2006.

³⁵ A. Schildt, « Nach dem Zweiten Weltkrieg. Kollektive Kriegserfahrung, europäisches Gedächtnis – zu Teil 1 », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 62-66.

³⁶ W. Krieger, « Wirtschaftliche, gesellschaftliche und kulturelle Entwicklungen. Mangelndes sozioökonomisches Verständnis – zu Teil 4 », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 76-81.

perspective retenue, trop exclusivement politique, nuit à la compréhension de la réussite du processus de rapprochement. Le bilan, intitulé « Allemands et Français depuis 1945 », est caricatural : seuls les chefs d'État et de gouvernement sont cités ! On se croirait revenu à l'époque où seuls les grands hommes étaient censés faire l'Histoire. La documentation renforce ce point de vue au lieu de le compenser. Cela est regrettable parce que les auteurs ont raté l'occasion d'inciter les élèves à réfléchir sur les différents acteurs des relations internationales et transnationales et sur leur rôle respectif. C'est ce qu'a noté également Ralph Erbar en déplorant le fait que le manuel ait privilégié l'approche diplomatique classique³⁷. Enfin, les commentateurs ont relevé la place trop exiguë faite à la République démocratique allemande (RDA) et son éclipse complète dans le chapitre consacré aux relations franco-allemandes : si les deux rapprochements ne sont pas comparables dans leur ampleur, des liens s'étaient établis entre Français et Allemands de l'Est bien avant la reconnaissance officielle de 1973. Les élèves originaires des nouveaux länder, qui recueillent le témoignage de leurs parents et leurs souvenirs « franco-allemands », ne comprendront pas l'absence d'une partie de leur histoire et de leur mémoire. Enfin, le potentiel des outils documentaires, plutôt bien choisis dans l'ensemble, n'est pas pleinement utilisé. Daniela Kneißl a montré que les rédacteurs du manuel en sont plutôt restés à une conception « illustrative » du document et qu'ils n'ont pas pleinement réussi à lui conférer sa valeur de « source ». Ainsi, les photographies sont reproduites comme l'illustration d'un événement, sans interrogation sur la capacité du photographe à mettre en scène cet événement. Commentant le cliché de la jonction des armées américaine et soviétique à Torgau-sur-l'Elbe, en avril 1945³⁸, elle écrit : « En réduisant ainsi la photographie à une reproduction superficielle de l'événement, on se prive d'un précieux potentiel didactique³⁹. »

Enfin, même si la plupart des erreurs ponctuelles de traduction sont désormais corrigées, certaines formulations sont étranges et d'autant plus dérangeantes qu'elles insinuent un autre sens au propos. Ainsi, le titre du chapitre 15/3, « Vom Ende der sozialliberalen Koalition bis zur Wiedervereinigung (1982-1990) » (De la fin de la coalition social-libérale à la réunification) a-t-il été traduit par « Vers la réunification (1982-1990) » dans la version française. Autre exemple, toujours dans le chapitre 15, il est fait mention de la *Zwangvereinigung* du Parti social-démocrate (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) et du Parti communiste (Kommunistische Partei Deutschlands, KPD) en avril 1946, « unter der Führung der Kommunisten », tandis que la traduction française évoque seulement la « fusion du SPD et du parti communiste de cette zone ». Pourquoi l'expression de « fusion forcée », fidèle à la formulation originale, n'est-elle pas employée ? Pourquoi n'est-il pas précisé que cette fusion s'est faite « sous la tutelle communiste » comme dans la version allemande du manuel ? Simple oubli ou expression d'un malaise des historiens français dans le traitement du communisme et des soi-disant « démocraties populaires » ? Bref, le manuel, dans sa réalisation, ne convainc pas toujours et reste ambigu.

³⁷ Cf. R. Erbar, « Eine Geschichtsbuch für zwei Länder ? Kritische Anmerkungen zum neuen deutsch-französischen Geschichtsbuch », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, vol. 57 (2006), n° 10, p. 623-624.

³⁸ Photographie reproduite à la p. 48 du manuel.

³⁹ D. Kneißl, « "Ein Höchstmaß an visueller Anschaulichkeit" ? Das historische Bildmaterial im gemeinsamen Geschichtsbuch », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 88-91.

Conclusion

Si le terrain de la coopération européenne en matière d'édition scolaire a été naguère défriché, le manuel franco-allemand va plus loin que l'« euromanuel » de 1997⁴⁰ qui proposait déjà un panorama transnational de l'histoire européenne. Cette tentative a surtout souligné la difficulté de l'entreprise⁴¹ et ne s'est pas imposée sur le marché. L'ouvrage franco-allemand pourrait donc servir de base pour aller vers un manuel scolaire combinant 25 « regards »⁴² – et bientôt 27 –, même si un tel projet est un travail titanesque. Sur le plan pratique, ce manuel représente un exemple de résolution de problèmes que l'on pensait à l'origine insurmontables pour établir des coopérations entre des systèmes fédéraliste et centralisé et pour renouveler le fédéralisme. D'un point de vue politique, ce projet a été porté par les gouvernements comme le symbole du dynamisme perdurant du « moteur » franco-allemand en Europe, alors que l'Union européenne (UE) traverse une phase de turbulences. Par-delà l'aboutissement de la coopération bilatérale et les possibilités entrouvertes au niveau européen, le manuel franco-allemand est déjà considéré comme le nouveau fleuron (après l'Office franco-allemand pour la jeunesse [OFAJ] en 1963⁴³) d'un « modèle » de réconciliation réussie entre deux anciens « ennemis héréditaires », comme l'atteste l'attention extrême avec laquelle Coréens et Japonais, qui se sont affrontés récemment au sujet des interprétations historiques véhiculées par leurs manuels scolaires, ont suivi le processus d'élaboration de cet ouvrage d'histoire.

⁴⁰ *Histoire de l'Europe*, Paris, Hachette, 1997.

⁴¹ Cf. J. Peyrot (dir.), *L'Enseignement de l'histoire en Europe*, Paris, Hachette, 1999.

⁴² Cf. R. Marcowitz, « Zwischen "Europäisierung" und "Globalisierung". Konfliktträchtige Multipluralität – zu Teil 3 », *Dokumente*, vol. 62 (2006), n° 5, p. 71-75.

⁴³ Cf. H.M. Bock (dir.), *Deutsch-Französische Begegnung und europäischer Bürgersinn. Studien zum Deutsch-Französischen Jugendwerk 1963-2003*, Opladen, Leske+Budrich, 2003.